



Article professionnel

Article

2021

Accepted version

Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur en Suisse : un aperçu

Magni, Giorgia

How to cite

MAGNI, Giorgia. Lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur en Suisse : un aperçu. In: ANEF. Association nationale des études féministes, 2021, n° 71, p. 62–70.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:168543>

Lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur en Suisse : un aperçu.

En raison de son système politique, la Suisse a toujours accumulé du retard en matière des droits des femmes par rapport aux pays voisins. La célébration des 50 ans du suffrage féminin en 2021 en est une preuve. En effet, comme l'explique l'historienne Irène Herrmann, pendant plus d'un siècle les femmes suisses ont dû lutter contre un système patriarcal dans lequel les hommes étaient assez réticents à partager leur pouvoir (UNIGE, 2021a). C'est grâce aux mobilisations sociales des années 60 que les mouvements féministes suisses commencent à gagner de la légitimité publique avec des revendications portant, par exemple, sur l'égalité au travail, mais aussi sur des thématiques qui ont longtemps été taboues, comme l'avortement ou l'autodétermination sexuelle (CFQF, 2001). Ces revendications, accompagnées par des actions médiatiques, forcent le débat public autour des droits des femmes et aboutissent à l'introduction du suffrage féminin en 1971.

Avant de nous pencher sur la discussion des violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur, nous allons présenter brièvement l'évolution de la question de l'égalité homme/femme en Suisse. Cela nous permettra, par la suite, d'avoir une meilleure compréhension du contexte d'émergence des mobilisations de lutte contre les violences sexistes et sexuelles en milieu universitaire dans le pays.

Contextualisation des luttes contre les violences sexistes et sexuelles

À partir des années 70, les mouvements féministes suisses placent au centre de leurs revendications les violences sexistes et sexuelles (VSS) (CFQF, 2001). Les discussions sur les violences conjugales et la violence au travail sont de plus en plus présentes dans les débats publics et des groupes de travail sur ces sujets se créent pour demander des changements au niveau juridique. Cependant, bien que ces débats soient suivis par la concrétisation d'initiatives pour combattre les VSS, la cause féministe rencontre encore une très forte résistance politique. Il faudra attendre jusqu'aux années 80 pour que cette cause puisse obtenir un soutien des partis politiques et des syndicats (CFQF, 2001).

Le 14 juin de 1991, qui marque les 10 ans de l'inscription de l'égalité hommes/femmes dans la Constitution fédérale, l'Union syndicale suisse convoque une grève générale pour demander l'application concrète de l'égalité à laquelle participent demi-million des femmes, ce qui correspond à environ 7% de la population du pays de l'époque. Parmi les revendications se trouvent, entre autres, la parité des salaires et la protection contre le harcèlement sexuel au travail (CFQF, 2001). La grève et les débats qui en découlent ouvrent la voie à la mise en place de politiques publiques et de réformes législatives portant sur l'égalité des sexes, telles que la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg), entrée en vigueur en 1996, qui interdit le harcèlement sexiste et sexuel au travail.

Dans les 30 dernières années, la Suisse a donc commencé à rattraper son retard en termes de droits des femmes, avec des progrès aux niveaux juridique et politique. Néanmoins, il reste encore beaucoup de travail à faire pour atteindre une véritable égalité des sexes, notamment en matière de VSS. En mai 2019, les résultats de la première enquête suisse sur la prévalence de VSS, mandatée par Amnesty International Suisse, sont publiés. Les résultats sont alarmants : au moins une femme sur cinq âgée de 16 ans et plus a déjà subi des actes sexuels non consentis, et plus d'une femme sur dix un rapport sexuel non consenti (Jans et al., 2019). Le 14 juin 2019, les femmes suisses descendent encore une fois dans la rue, accompagnées par des hommes solidaires, pour une deuxième grève nationale. Le droit à une vie sans sexisme et violence fait partie des revendications principales. Bien que cette manifestation ait eu une participation plus importante que la précédente, les autorités ont essayé de minorer considérablement son ampleur (Belzer et al., 2019) faisant preuve d'un inconfort persistant face à la cause féministe.

Les recherches sur les violences sexistes et sexuelles en milieu universitaire

Les réformes politiques et législatives des années 90 en matière d'égalité, et en particulier en matière de VSS, ont influencé aussi les programmes soutenus par le Fonds national suisse (FNS) de la recherche scientifique. Vers la fin des années 90, le FNS finance des programmes de recherche pour investiguer la violence faite aux femmes dans différents domaines publics (CFQF, 2001). C'est dans le cadre du projet « Violence au quotidien—crime organisé » de 1997, analysant les VSS dans l'espace public, qu'aura lieu la première recherche menée en Suisse sur les VSS dans l'enseignement supérieur (Dupuis et al., 2000). En 2008, une enquête sur le risque et l'ampleur du harcèlement sexuel au travail en Suisse romande et alémanique est mandatée par le Secrétariat à l'économie (Strub & Schär Moser, 2008). Cette enquête a ensuite été complétée en 2013 avec les données pour la Suisse italienne récoltées dans le cadre du projet FNS « Égalité entre hommes et femmes » (Krings et al., 2013).

Les résultats de ces recherches (Dupuis et al., 2000 ; Krings et al., 2013 ; Strub & Schär Moser, 2008) ont montré que les VSS au travail et aux études sont un phénomène répandu les hommes étant les principaux responsables de ces actes et les femmes les principales victimes. Ces résultats ont été confirmés aussi par trois enquêtes récentes sur le sexisme et le harcèlement sexuel dans les universités suisses qui ont abouti à la création de campagnes de prévention contre les VSS à l'Université de Genève et à l'Université de Lausanne (Chollet & Gilliéron, 2019 ; Faniko, 2016 ; UNIGE, 2021b). Bien que les choses semblent être en train de changer, en Suisse, la question des violences sexistes et sexuelles en milieu universitaire (VSSMU) reste encore très peu étudiée en comparaison avec d'autres pays et les données existantes sont trop limitées pour en comprendre l'ampleur. C'est aussi pour cela que dans le cadre des revendications de la grève des femmes de 2019, le Collectif féministe de personnes en formation de l'Université de Genève, demandait « la conduite des enquêtes à grande échelle pour connaître l'étendue du harcèlement sexuel dans les lieux de formation » (CFPF-UNIGE, 2019).

Leviers de lutte et évolution récente des mobilisations

Depuis 2016, nous assistons à un engagement croissant des collectifs d'étudiants qui ont lancé plusieurs initiatives de lutte contre les VSSMU, tant au niveau local que national. À cet égard, il faut mentionner que la Loi fédérale sur l'égalité (LEg) de 1996 reconnaît seulement le harcèlement sexuel au travail faisant abstraction du harcèlement sexuel aux études. Dans un contexte comme celui des universités, cela signifie que seuls les collaborateurs/trices sont protégé-es par la loi. Les étudiant-es qui subissent des VSS se trouvent sans aucune protection juridique, ce qui accroît encore plus leur vulnérabilité face aux VSS. Compte tenu de la situation, il ne faut pas être surpris-e que des collectifs étudiants aient pris les choses en main en se mobilisant pour combler le vide juridique laissé par la LEg.

Parmi les actions mises en place au niveau national par la coalition contre le harcèlement sexuel dans les lieux de formation, nous trouvons, en effet, des initiatives, comme la campagne « Le harcèlement sexuel opprime aussi aux études » en 2016, revendiquant la nécessité d'étendre la LEg aussi aux personnes en formation (CCHSLF, 2016). La création de la brochure « Non au harcèlement sexuel dans les lieux de formation » (CCHSLF, 2017) et la proclamation du 23 mars comme la journée nationale de lutte contre le harcèlement sexuel aux études (SUD, 2017) sont aussi d'autres exemples d'actions menées au niveau national. Ces initiatives nationales sont d'autant plus importantes étant donné la décentralisation du système éducatif (du ressort des cantons) et l'autonomie des universités suisses qui empêchent la mise en œuvre d'une réponse nationale concrète aux VSS, comme dans le cas de la France.

Il faut aussi reconnaître aux collectifs étudiants l'important travail effectué en matière de collecte de données au sujet des VSSMU. En effet, face à un manque de données et de réponse institutionnelle, les étudiant-es ont décidé de se saisir du problème et de collecter eux/elles-mêmes leurs données à travers

d'enquêtes et campagnes de dénonciation. Parmi les exemples, nous trouvons les études lancées par le collectif de lutte contre les attitudes sexistes en milieu hospitalier (CLASH) auprès des étudiant-es en médecine de l'Université de Lausanne en 2018 (Chollet & Gilliéron, 2019) et de l'Université de Genève en 2020 (UNIGE, 2021b) ; ou la campagne « @payetonepfl » lancée en décembre 2020 par une association étudiante pour dénoncer le sexisme et l'homophobie à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) (Gaitzsch, 2020). C'est grâce à ces initiatives que nous pouvons commencer à mettre des chiffres sur l'ampleur des VSSMU.

Les collectifs étudiants sont donc des leviers principaux de la lutte contre les VSSMU, mais ils ne sont pas les seuls. La vitesse dans laquelle les choses sont en train d'avancer dans le pays est due aussi au contexte favorable de lutte contre les VSS alimenté par les mobilisations médiatiques internationales récentes, tels que #MeToo et #BalanceTonPorc en France, qui ont inspiré les actions récentes des collectifs féministes suisses. En effet, à partir de la grève des femmes de 2019, nous assistons à une intolérance croissante et manifeste d'une partie de la société face aux discours et comportements sexistes (Zoelling, 2021).

Les collectifs féministes romands issus de la grève des femmes sont en première ligne dans la lutte contre les VSS en milieu éducatif et, dans ces derniers mois, les campagnes médiatiques pour dénoncer les VSS au sein des institutions éducatives –du secondaire et du tertiaire– se sont multipliées (Albasini, 2021). Inspiré par la campagne de l'EPFL, par exemple, le collectif UNIL de la grève féministe a lancé en février 2021 le compte Instagram « @payetonunil » pour collecter les témoignages de VSS à l'Université de Lausanne (Banerjee-Din, 2021). À Fribourg, le Collectif de la grève féministe, à la suite de remarques sexistes subies par une lycéenne de la part des certains profs, a amené une action symbolique dehors du lycée et lancé l'hashtag #Balancetonprof, qui a collecté, dans une seule journée, une cinquantaine de témoignages de comportements et propos sexistes survenus au sein des institutions scolaires de la ville, tout niveau de scolarité confondu (SoG, 2021).

Finalement, parmi les leviers principaux de cette lutte, nous trouvons aussi, à l'intérieur de certaines institutions d'éducation supérieure, des collaborateurs/trices très engagé-es qui se mobilisent via des instances institutionnelles telles que les services d'égalité et diversité et les commissions égalité pour promouvoir des actions comme la création de brochures et des campagnes de sensibilisation au sujet des VSSMU, comme à l'Université de Genève, par exemple (UNIGE, 2018).

Au final, l'ensemble de ces mobilisations et initiatives ont eu plusieurs retombées positives vis-à-vis des VSSMU. Tout d'abord, nous assistons à une visibilité croissante de ces phénomènes dans les débats publics suivie souvent par une demande pressante d'interventions concrètes de la part des instances responsables pour contrer les épisodes de violence et discrimination au sein des institutions éducatives. De plus, cette visibilité est accompagnée par une prise de conscience et un engagement très fort pour combattre les VSS dans les milieux éducatifs, entre autres, de la part des collectifs féministes, mais surtout des collectifs étudiants, à qui il faut reconnaître le mérite d'avoir récolté données récentes (mais de manière artisanale) au sujet des VSS. Finalement, nous pouvons constater l'impact de ces mobilisations dans la concrétisation d'initiatives pour combattre les VSS qui commencent à se mettre en place au sein des institutions d'enseignement supérieur. Ces actions vont de la mise en place de campagnes de sensibilisation aux VSSMU (Mesot, 2021) au dévoilement public de sanctions vis-à-vis de certains membres du corps enseignant (ATS, 2021) ; de la création de commissions pour traiter les cas de VSS, comme celle au sein des Hôpitaux Universitaires de Genève (Mesot, 2021) à l'instauration de groupes de travail pour améliorer le climat institutionnel, comme la « Task Force Harcèlement A-Z & promotion d'une culture du respect » à l'EPFL (EPFL, 2021).

Quels défis nous attendent pour les prochaines années ?

Les bilans des collectifs étudiants sur les actions menées pour faire face aux VSSMU permettent d'identifier plusieurs défis qui peuvent compromettre cette lutte dans le futur, la majorité étant d'ordre institutionnel et structurel. Tout d'abord, les collectifs remarquent un manque d'engagement clair et véritable de la part des institutions d'enseignement supérieur.

Ce constat peut être illustré par l'absence d'une réponse institutionnelle aux revendications du collectif UNIL de la grève féministe, à laquelle il a répondu en lançant la campagne « @payetonuil » (Banerjee-Din, 2021) ; ou encore par la réaction de l'Université de Lausanne face aux actions proposées par CLASH. En effet, bien que la campagne d'affichage ait été acceptée, l'institution a imposé une partie de des contenus et restreint le champ d'action du collectif en limitant aux seuls étudiant-es le cours de sensibilisation aux VSS que CLASH avait initialement pensé pour l'ensemble de la communauté universitaire (Chollet & Gilliéron, 2019).

Ces exemples nous montrent que la façon dont les universités suisses adressent les questions liées aux VSSMU relève d'une sorte d'ambivalence – typique des universités néolibérales (Atkinson & Standing, 2019) – qui renvoie clairement à une promotion/protection de l'image institutionnelle. D'un côté elles se montrent impliquées dans ces questions en revendiquant des politiques de tolérance zéro ou en mettant en place des campagnes de sensibilisation contre les VSS. De l'autre, elles évitent toute analyse approfondie de la problématique au sein de leur institution pour éviter de passer pour des lieux dans lesquels étudiant-es et collaborateurs/trices se sentent en danger. En effet, nous avons l'impression que malgré la formidable prise de conscience de la réalité des VSSMU aux niveaux national et international, les institutions d'enseignement supérieur continuent à espérer que ça ne leur concerne pas.

La recherche sur les VSSMU nous a montré, par exemple, l'importance d'avoir des données fiables sur lesquels baser nos interventions, ainsi que l'importance d'évaluer les initiatives et les politiques contre les VSS pour en connaître les retombées (Universities UK, 2016). Or, cela ne semble pas être une priorité pour les universités suisses dont les initiatives contre les VSS mises en place jusqu'à présent ne parviennent pas à adresser la source du problème, à savoir, une remise en cause des normes, des attitudes et des structures du pouvoir qui renforcent ces problématiques au sein des institutions d'enseignement supérieur. L'absence d'introspection de la part des universités est visible, par exemple, dans le fait que certains dirigeants réduisent les épisodes de VSSMU à un problème lié à un manque d'estime de soi de certains hommes (RTS, 2020).

Comme l'université se refuse à prendre en compte la spécificité de la question des VSS, elle propose la médiation parmi les procédures de prise en charge des cas de harcèlement, traitant ce phénomène comme un problème de l'ordre de la gestion des conflits. Elle pointe les individus (victimes comme agresseurs) comme étant à la source du problème, plutôt que de questionner les causes structurelles à l'origine de ces gestes. En outre, cette procédure de médiation a un impact négatif en termes de dénonciations, car, les victimes préfèrent ne pas reporter les épisodes de VSS par peur des possibles représailles. C'est pour cela que le Collectif féministe de personnes en formation de l'Université de Genève revendique la nécessité d'avoir une instance indépendante pour la prise en charge des cas de VSS et pour assurer la protection des victimes (CFPF-UNIGE, 2019).

De plus, le fait que les VSSMU soient considérées comme un problème individuel minimise à la fois leur ampleur et leurs conséquences, suscitant souvent des réactions négatives de la part d'hommes cisgenres envers les initiatives créées pour les combattre. À cet égard, CLASH mentionnait que leur campagne de sensibilisation avait été tournée en dérision par des hommes cisgenres qui « ne pouvaient plus faire des blagues » (Chollet & Gilliéron, 2019). Ce type de remarques indique clairement

l'existence d'un manque d'empathie envers les groupes dominés d'une partie de la population qui vit ces mobilisations et revendications comme des attaques personnelles plutôt que des attaques à un système d'oppression d'ordre patriarcal.

Ces exemples montrent donc la nécessité de se mobiliser pour changer ces croyances en s'attaquant à la dimension structurelle des VSSMU par les biais d'une approche féministe intersectionnelle (Atkinson & Standing, 2019 ; Bergeron et al., 2016). Tant que cela ne sera pas fait, nous ne pouvons pas prétendre d'avoir des vrais changements, car les universités continueront à reproduire à leur intérieur des dynamiques très hiérarchisées et inégalitaires dans lesquelles les positions de pouvoir restent occupées par des hommes, blancs, cisgenres. Et dans ce sens-là, pour les universités suisses il reste encore un long chemin à faire.

Références :

- Albasini, J. (2021, 8 mars). La vague des lanceuses d'alerte romandes. *L'illustré*. <https://www.illustré.ch/magazine/la-vague-des-lanceuses-dalerte-romandes>
- Agence télégraphique suisse (ATS). (2021, 11 février). « Balance ton prof à Fribourg » : quatre enseignants suspendus pour comportement inadéquat. *24 heures*. <https://www.24heures.ch/quatre-enseignants-suspendus-pour-comportement-inadequat-971146476870>
- Assemblée générale femmes (AGF). (2019, 7 mai). Cahier de revendications UNIGE Grève des femmes. <https://geneve.ssp-vpod.ch/downloads/universite/cahier-de-revendications-greve-des-femmes-unige.pdf>
- Atkinson, K., & Standing, K. E. (2019). Changing the culture? A feminist academic activist critique. *Violence against women*, 25(11), 1331-1351.
- Banerjee-Din, C. (2021, 2 février). Sexisme et harcèlement à l'UNIL dénoncés sur Instagram. *24 heures*. <https://www.24heures.ch/sexisme-et-harcelement-a-lunil-denonces-sur-instagram-590607784807>
- Belzer, S., Lombard, M. & Anghinolfi, E. (2019, 17 juin). Le comptage des manifestantes de la grève des femmes fait polémique. *RTS info*. <https://www.rts.ch/info/suisse/10513759-le-comptage-des-manifestantes-de-la-greve-des-femmes-fait-polemique.html>
- Bergeron, M., Hébert, M., Ricci, S., Goyer, M.-F., Duhamel, N., Kurtzman, L., ... Parent, S. (2016). *Rapport de recherche de l'enquête ESSIMU*. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- Chollet, M. & Gilliéron, T. (2019, 21 novembre). *Lutter contre les attitudes sexistes en milieu hospitalier: présentation d'une campagne de sensibilisation au sein du CHUV*. Communication présentée à la conférence Sexisme et violences sexuelles dans les milieux de la santé : quels enjeux?, Genève, Suisse.
- Coalition contre le harcèlement sexuel dans les lieux de formation (CCHSLF). (2016). *Le harcèlement sexuel opprime aussi aux études*. [Dossier de presse]. <http://pdxponxr.preview.infomaniak.website/wp-content/uploads/2016/11/Dossier-de-presse-FR.pdf>
- CCHSLF. (2017). *Non au harcèlement sexuel dans les lieux de formation* [Brochure]. <https://www.formation-sans-harcelement.ch/wp-content/uploads/2017/10/Brochure-en-Fran%C3%A7ais.pdf>

- Collectif féministe de personnes en formation de l'Université de Genève (CFPF-UNIGE). (2019, 23 avril). *Non au harcèlement sexuel dans les lieux de formation*. [Image] Facebook. <https://www.facebook.com/434652337270543/photos/a.438378803564563/445487442853699/?type=3&theater>
- Commission fédérale pour les questions féminines (CFQF). (2001). *Femmes Pouvoir Histoire. Histoire de l'égalité en Suisse de 1848 à 2000*. Berne : CFQF.
- Dandelot, M. (2020, 18 septembre). Clash ! L'association qui combat le sexisme en milieu hospitalier. *Décadrée*. <https://decadree.com/2020/09/18/clash-lassociation-qui-affronte-les-situations-de-sexisme-en-milieu-hospitalier/>
- Dupuis, M., Emmenegger, B. & Gisler, P. (2000). *Anmachen. Platzanweisen. Soziologische Untersuchung zu sexueller Belästigung in der höheren Ausbildung*. Bern: Haupt.
- École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). (2021). *Task Force Harcèlement A-Z & Promotion d'une culture du respect*. <https://www.epfl.ch/about/vice-presidencies/fr/vice-presidence-pour-la-transformation-responsable-vpt/task-force-harcelement-promotion-culture-respect/>
- Faniko, K. (2016). *Carrière académique à l'Université de Genève : Le facteur humain*. Université de Genève.
- Gaitsch, S. (2020, 1 décembre). Sexisme et homophobie à l'EPFL, les langues se délient. *Heidi.news*. <https://www.heidi.news/education/des-dizaines-de-temoignages-denoncent-le-sexisme-et-l-homophobie-a-l-epfl>
- Jans, C., Golder, L., Venetz, A., Bohn, D. & Herzog, N. (2019). *Le harcèlement sexuel et les violences sexuelles faites aux femmes sont répandus en Suisse*. <https://cockpit.gfsbern.ch/fr/cockpit/violence-sexuelles-en-suisse/>
- Krings, F., Schär Moser, M. & Mouton, A. (2013). *Sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz – wer belästigt wen, wie und warum? Besseres Verständnis heisst wirksamere Prävention*. Nationales Forschungsprogramm Gleichstellung der Geschlechter NFP 60, Schweizerischer Nationalfonds. http://www.nfp60.ch/SiteCollectionDocuments/nfp60_krings_schlussbericht.pdf
- Mesot, L. (2021, 7 avril). « La stagiaire, tu pourrais lui tenir le gland? » Aux HUG, des étudiantes à l'assaut du sexisme. *Heidi.news*. <https://www.heidi.news/sante/la-stagiaire-tu-pourrais-lui-tenir-le-gland-aux-hug-des-etudiantes-partent-a-l-assaut-du-sexisme>
- Radio télévision suisse (RTS). (2020, 1 décembre). Des étudiants de l'EPFL dénoncent des cas de harcèlement et de sexisme. *RTS info*. <https://www.rts.ch/info/suisse/11793038-des-etudiants-de-lepfl-denoncent-des-cas-de-harcelement-et-de-sexisme.html>
- SoG. (2021, 3 février). Vague d'accusations dans les écoles fribourgeoises. *La liberté*. <https://www.laliberte.ch/info-regionale/fribourg/vague-d-accusations-dans-les-ecoles-fribourgeoises-593500>
- Strub, S. & Schär Moser, M. (2008). *Risque et ampleur du harcèlement sexuel sur le lieu de travail— Une enquête représentative en Suisse alémanique et en Suisse romande*. Bern: BFEG et SECO.
- SUD. (2017). *23 mars journée nationale de lutte contre le harcèlement*. <https://www.sud-vd.ch/23-mars-journee-nationale-de-lutte-contre-harcelement/>

- Université de Genève (UNIGE). (2018). #UNIUNIE contre le harcèlement. *Rapport d'activités 2018 du Service Égalité*.
https://www.unige.ch/rectorat/egalite/files/8115/8892/2055/Rapport_dactivites_2018.pdf
- UNIGE. (2021a, 18 février). Suffrage féminin en Suisse : les raisons d'une si longue attente. *Le journal*.
<https://www.unige.ch/lejournalevenements/printemps-2021/suffrage-feminin-suisse/>
- UNIGE. (2021b). Réagir face au sexisme en milieu médical.
<https://www.unige.ch/medecine/fr/faculteetcite/media/reagir-face-au-sexisme-en-milieu-medical/>
- Universities UK. (2016). *Changing the Culture: Report of the Universities UK Taskforce examining violence against women, harassment and hate crime affecting university students*.
<https://www.universitiesuk.ac.uk/policy-and-analysis/reports/Documents/2016/changing-the-culture.pdf>
- Zoelling, M.R. (2021, 13 avril). Des propos qui ne passent plus. *La liberté*.
<https://www.laliberte.ch/news/regions/canton/des-propos-qui-ne-passent-plus-601453>